



**DÉCLARATION SUR L'ADOPTION DE LA RÉOLUTION DE LA COMMISSION
DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE
*LE RÔLE DES PARLEMENTS DANS LA PRÉVENTION DE TOUTE INGÉRENCE
EXTÉRIEURE DANS LES AFFAIRES INTÉRIEURES DES ÉTATS SOUVERAINS*
DHAKA, 5 AVRIL 2017**

M. Duarte Pacheco, député (Portugal) – Président du Groupe des Douze Plus

Le texte original n'est pas acceptable pour deux raisons principales :

D'une part, le texte présente le principe de non-intervention comme absolu, négligeant le fait qu'il y a des interventions légitimées par le Conseil de sécurité des Nations Unies en cas de violation sérieuse et flagrante des règles internationales et des droits de l'Homme.

D'autre part, il suppose que le respect des droits de l'Homme est une question interne, alors que le respect des droits universels de l'Homme est une question d'intérêt mondial comme indiqué dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

En général, le Groupe géopolitique des Douze Plus exprime plusieurs réserves concernant le texte original.

Avec plus de 50 amendements approuvés, le texte s'est certainement amélioré. Cependant, il présente encore quelques contradictions entre les paragraphes du

préambule et du dispositif et il ne transmet pas correctement le message principal.

Il est fondamental de réaffirmer clairement qu'aucun État en vertu du principe de la souveraineté nationale peut établir des interprétations restrictives du contenu des droits de l'Homme et ainsi compromettre la possibilité légitime de défendre ces droits, conformément au Droit International.

C'est pourquoi la

Belgique, le Canada, le Danemark, la Finlande, l'Allemagne, l'Irlande, la Lettonie, Malte, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède, la Suisse, l'Ukraine et le Royaume-Uni

appartenant au Groupe géopolitique des Douze Plus, font clairement part de leurs réserves concernant les points en question de cette résolution qui limitent les possibilités de solidarité internationale contre les graves violations des droits de l'Homme dans tout pays.

Nous espérons que cette déclaration est dûment présentée à ces fins.